



Compte rendu de la Conférence IDEES du 31/01/2022

Deuxième conférence du cycle Géopolitique de l'Énergie

Fereidoon Sioshansi, Ph D President, Menion Energy Economics

Fereidoon insiste tout d'abord sur la séparation de plus en plus nette entre démocrates et républicains. Les principales décisions de Joe Biden portent sur le retour dans l'accord de Paris (dont son prédécesseur Donald Trump avait décidé de sortir en 2018) et sur l'annonce à Glasgow (COP 26 en Novembre 2022) d'une réduction de 50 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030. Cependant les tendances récentes montrent qu'après une diminution régulière des émissions de CO2 depuis 2007, ces émissions sont reparties à la hausse en 2021 et augmenteront vraisemblablement encore en 2022 et 2023

Les menaces importantes viennent des élections de midterm qui interviendront en Novembre 2022. Actuellement les démocrates disposent d'une majorité au Congrès et au Sénat les élus démocrates et républicains sont à égalité (50 – 50) avec une voix dominante de la vice présidente Kamala Harris. Ces élections pourraient redonner la majorité aux républicains et bloquer toutes les mesures « environnementales »

Autre mesure importante : l'arrêt du projet Keystone destiné à transporter le pétrole synthétique du Canada vers la cote du Golfe du Mexique

Francis Perrin, directeur de recherche à l'IRIS (Paris) et chercheur associé au Policy Center of the New South (Rabat)

Francis rappelle la longue carrière de Joe Biden, vice président de Obama et sénateur pendant 36 ans, plutôt centriste au sein des démocrates

Joe Biden a parlé de menace existentielle, les émissions de CO2 et a voulu faire à nouveau des Etats Unis un leader dans le domaine de la lutte contre le changement climatique, visant la neutralité carbone en 2050 une économie reposant sur 100% d'énergies propres d'ici 2050

Joe Biden est pour un Green New Deal et une Clean Energy Revolution, souhaite intégrer le changement climatique dans les politiques étrangères et commerciales et dans les stratégies de sécurité nationale. Des mesures seraient prises contre les entreprises d'exploitation de ressources fossiles mettant le profit au premier plan

Joe Biden a nommé John Kerry, envoyé spécial pour le climat. John Kerry a visité le monde entier en 2021

L'influence de Biden n'a cependant pas permis d'obtenir à Glasgow (COP 26) les mesures souhaitées par les mouvements écologistes

Des moratoires ont été décidés sur les terres fédérales (pas de nouveaux permis pétroliers).

Francis insiste sur les contradictions liées à la hausse du prix du brut. L'administration américaine pousse l'OPEP + à produire plus de pétrole pour faire baisser les prix, au détriment bien entendu des émissions de CO2. La consommation de pétrole augmente dans les pays émergents alors que les investissements reculent

Les négociations avec l'Iran pour faire revenir l'Iran dans l'accord de 2015 (accord entre l'Iran et les membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne dont Donald Trump était sorti) ont commencé mais sont difficiles

Le cas du Nord Stream 2 est évoqué. Il est au cœur du conflit Américain-Russe

Francis termine ensoulignant :

- L'importance des États-Unis sur scène énergétique (très grandes réserves d'énergies fossiles, très grandes productions)
- Les menaces politiques qui pèsent sur l'avenir politique de Joe Biden

Marina Lastovskaya, professeur à Gubkin,

Il se trouve que toutes les contradictions géopolitiques les plus profondes entre la Russie et les États-Unis se reflètent sur le fonctionnement des marchés mondiaux du gaz et plus précisément - du marché européen du gaz.

Nous parlons aujourd'hui du temps de l'époque de Biden – c'est-à-dire 2021, mais il faut rappeler que la concurrence la plus aiguë a déjà été établie. En 2019, Gazprom a livré par pipe 199 milliards mètres cubes, NOVATEK sous forme de GNL, 20.5 milliards et les États-Unis, 18.3mlrds. Après la chute de la demande en 2020 à cause de la pandémie, en 2021 les États-Unis étaient prêts à renforcer leur position sur le marché européen. Leur industrie du GNL s'est presque entièrement rétablie sur la base de la récupération de la production de pétrole et de gaz de schiste.

Plus précisément cette concurrence se concentre sur la mise en œuvre du projet Nord Stream 2. Toutes les contradictions géopolitiques se traduisent en sanctions et toutes les nouvelles sanctions depuis 2019 sont des sanctions contre ce projet. Et tous les nouveaux développements dans la géopolitique menacent à nouveau de sanctions contre justement ce projet.

En 2021 Biden, bien sûr, n'a pas changé cette situation, bien que le 22 juillet 2021 a été conclu un accord entre les États-Unis et l'Allemagne sur «North Stream-2». Les États-Unis se sont engagés à ne pas imposer de nouvelles sanctions contre North Stream-2 et, peut-être, à enlever certaines des sanctions existantes. L'Allemagne s'est engagée à prolonger l'accord de

Moscou et de Kiev sur le transit du gaz pour une autre décennie — jusqu'en 2034. Mais le pouvoir en Allemagne a changé et la faisabilité de cet accord est en grande question.

Mais 2021 a apporté des corrections complètement nouvelles et inattendues à la situation actuelle. En Europe, la crise du gaz est apparue et l'un des facteurs importants de cette crise — c'est le retrait du marché européen des principaux fournisseurs de GNL et leur orientation vers le marché haut de gamme de la région Asie – Pacifique. Ca concerne directement le GNL américain, qui, dans les derniers mois de 2021, a été presque entièrement envoyé en Asie-Pacifique.

De manière inattendue dans la seconde moitié de 2021 la concurrence entre le gaz russe livré par pipe et le GNL américain s'est considérablement affaiblie, on peut même dire qu'elle s'est temporairement arrêtée. Mais évidemment c'est temporaire. Les prix du gaz en Europe le 21 décembre 2021 ont atteint un nouveau record historique. Les contrats à terme pour janvier sur le hub TTF ont atteint 2300 dollars par milliers de mètres cubes. En conséquence le prix spot en Europe a dépassé le prix sur les marchés de la région Asie-Pacifique, et les tankers avec du GNL, y compris des États-Unis, à nouveau se sont dirigés vers l'Europe. En raison de cela et d'un certain nombre d'autres raisons, le prix du gaz a été réduit à 900-1100 dollars par millier de mètres cubes, et le marché de l'Asie-Pacifique est devenu de nouveau plus intéressant. Cela aboutira de nouveau au déficit sur le marché du gaz en Europe, et personne ne sait combien de temps ce cercle vicieux fonctionnera.

Il est clair que la certification attendue de North Stream 2 en juillet 2022 n'est absolument pas garantie et que la lutte entre principalement la Russie et les États-Unis pour ce projet durera encore longtemps, reflétant encore une fois toutes les contradictions géopolitiques.

Cependant, je voudrais noter que même la fermeture hypothétique de ce projet ne changera pas les volumes possibles de la livraison du gaz russe en Europe. Il s'agit de la demande, ou l'absence de la demande du transit à travers l'Ukraine, et c'est, encore une fois, la géopolitique.

Minutes of the IDEES Conference of 31/01/2022

Second conference of the Geopolitics of Energy cycle

Joe Biden, one year later Where does US energy policy stand?

Fereidoon Sioshansi, Ph D President, Menion Energy Economics

Fereidoon begins by emphasizing the growing divide between Democrats and Republicans. Joe Biden's main decisions are to return to the Paris Agreement (which his predecessor Donald Trump decided to leave in 2018) and to announce in Glasgow (COP 26 in November 2022) a 50% reduction in greenhouse gas emissions by 2030. However, recent trends show that after a steady decrease in CO2 emissions since 2007, these emissions have started to increase again in 2021 and will likely increase again in 2022 and 2023

The major threats come from the midterm elections that will take place in November 2022. Currently the Democrats have a majority in Congress and in the Senate the Democrats and Republicans are tied (50-50) with Vice President Kamala Harris casting the deciding vote. These elections could give the majority back to the Republicans and block all "environmental" measures)

Another important measure is the stopping of the Keystone project to transport synthetic oil from Canada to the GOMEL Coast of Mexico.

Francis Perrin, director of research at IRIS (Paris) and associate researcher at the Policy Center of the New South (Rabat)

Francis recalls the long career of Joe Biden, Obama's vice president and senator for 36 years, who was a centrist within the Democrats

Joe Biden spoke of the existential threat of CO2 emissions and wanted to make the United States a leader in the fight against climate change, aiming for carbon neutrality by 2050 and an economy based on 100% clean energy by 2050

Joe Biden supports a Green New Deal and a Clean Energy Revolution, and wants to integrate climate change into foreign and trade policies and national security strategies. Action would be taken against profit-driven fossil fuel companies

Joe Biden appointed John Kerry as his special climate envoy. John Kerry visited the world in 2021

However, Biden's influence did not allow to obtain in Glasgow (COP 26) the measures desired by the environmental movements

Moratoriums were decided on federal lands (no new oil permits).

Francis insists on the contradictions linked to the rise in the price of crude oil. The American administration is pushing OPEC + to produce more oil to bring down prices, at the expense of CO2 emissions, of course. Oil consumption is increasing in emerging countries while investments are decreasing

Negotiations with Iran to bring it back into the 2015 agreement (agreement between Iran and the permanent members of the Security Council and Germany, from which Donald Trump had left) have begun but are difficult

The case of Nord Stream 2 is mentioned. It is at the heart of the American-Russian conflict

Francis concludes by emphasizing:

- The importance of the United States on the energy scene (very large reserves of fossil fuels, very large production)
- The political threats to Joe Biden's political future

Marina Lastovskaya, professor at Gubkin,

It turns out that all the deepest geopolitical contradictions between Russia and the United States are reflected in the functioning of the world gas markets and more precisely - the European gas market.

Today we are talking about the time of Biden's era - that is, 2021, but we must remember that the most acute competition has already been established. In 2019, Gazprom delivered by pipe 199 billion cubic meters, NOVATEK in the form of LNG, 20.5 billion and the United States, 18.3mlrds. After the drop in demand in 2020 due to the pandemic, in 2021 the US was ready to strengthen its position in the European market. Their LNG industry has almost fully recovered based on the recovery of shale oil and gas production.

Specifically, this competition is focused on the implementation of the Nord Stream 2 project. All geopolitical contradictions translate into sanctions and all new sanctions since 2019 are sanctions against this project. And all new developments in geopolitics threaten again with sanctions against precisely this project.

In 2021 Biden, of course, did not change this situation, although on July 22, 2021 was reached an agreement between the United States and Germany on "North Stream-2". The U.S. has committed to not impose new sanctions against North Stream-2 and, perhaps, to remove some of the existing sanctions. Germany has pledged to extend the Moscow-Kiev gas transit agreement for another decade - until 2034. But the power in Germany has changed and the feasibility of this agreement is in great question.

But 2021 has brought completely new and unexpected corrections to the current situation. In Europe, the gas crisis has appeared and one of the important factors of this crisis - is the withdrawal of the main LNG suppliers from the European market and their orientation towards the high-end market of the Asia-Pacific region. This directly affects US LNG, which in the last months of 2021 was almost entirely sent to Asia-Pacific.

Unexpectedly in the second half of 2021 the competition between Russian piped gas and US LNG has considerably weakened, one can even say it has temporarily stopped. But of course this is temporary. Gas prices in Europe on 21 December 2021 reached a new all-time high. January futures on the TTF hub reached \$2300 per thousand cubic meters. As a result the spot price in Europe exceeded the price in the Asia-Pacific markets, and tankers with LNG, including from the US, again headed to Europe. Because of this and a number of other reasons, the price of gas was reduced to \$900-1100 per thousand cubic meters, and the Asia-Pacific market became more attractive again. This will again lead to the deficit on the gas market in Europe, and nobody knows how long this vicious circle will work.

It is clear that the expected certification of North Stream 2 in July 2022 is by no means guaranteed and that the struggle between mainly Russia and the United States for this project will last for a long time, reflecting once again all the geopolitical contradictions.

However, I would like to note that even the hypothetical closure of this project will not change the possible volumes of Russian gas delivery to Europe. It's all about demand, or lack of demand for transit through Ukraine, and that's, again, geopolitics.